

Proposition présentée par les députés:

M^{me} et MM. Anne-Marie von Arx-Vernon, Mario Cavaleri, Jean-Claude Egger, Patrick Schmied, Nelly Guichard, Pierre-Louis Portier, Pascal Petroz, Luc Barthassat, Jacques Baudit et Guy Mettan

Date de dépôt: 13 avril 2005

Messagerie

Proposition de motion

Or vert: qu'attend le canton de Genève ?

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant:

- que l'innovation est indispensable à la croissance ;
- que la garantie d'approvisionnement en carburants fossiles et plus particulièrement les prix de ceux-ci est un défi difficile à relever par l'Europe et plus particulièrement par la Suisse ;
- que le développement des bio-carburants pourraient être une solution utile aux problèmes environnementaux en général,

invite le Conseil d'Etat ;

à entamer toute démarche nécessaire à l'implantation d'une usine de bio-carburant en créant un partenariat avec les milieux industriels, paysans et distributeurs de carburants à Genève.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

L'innovation est indispensable à la croissance car, comme chacun le sait, en créant de nouveaux produits elle développe, de facto, de nouveaux champs d'activités économiques. Il est ainsi évident que lorsqu'une entreprise met au point un nouveau produit ou un nouveau service, elle mobilise ses forces créatives, elle organise sa chaîne de production, elle ouvre de nouveaux marchés. L'ensemble de ces activités crée ainsi de la richesse, crée de l'emploi et assure une pérennité à l'entreprise. Les pouvoirs publics peuvent aussi participer à cet effort de croissance en favorisant notamment l'éclosion de l'innovation. Son rôle n'est alors pas, bien sûr, de se substituer aux entreprises dans ce processus, mais bien de libérer les énergies de l'innovation en offrant des conditions-cadres attrayantes à celle-ci. Prenons un exemple.

Dépendance

Un des défis les plus difficile à relever aujourd'hui en Europe, et tout particulièrement en Suisse, est celui de la garantie d'approvisionnement en carburants fossiles, et plus particulièrement des prix de ceux-ci.

En effet, depuis le premier choc pétrolier de 1973, la situation économique des pays industrialisés est restée très dépendante des fluctuations chaotiques des prix du baril et du dollar (monnaie de référence du marché pétrolier). Cette situation, liée à l'importation de l'or noir pour les transports, a poussé un grand nombre de pays industrialisés à diversifier leurs sources d'énergie. Le Brésil et les Etats-Unis en tête, ainsi que l'Espagne, ont réagi massivement pour développer une source de substitution très prometteuse : l'or vert. C'est-à-dire les « bio-carburants », comme on les appelle. Ce sont, en fait, des carburants produits par l'agriculture et qui peuvent se substituer partiellement à l'essence ou au diesel.

Multiples avantages...

Et la Suisse ? On constate que malheureusement elle n'a rien fait ou presque. En tout cas, si l'on considère son effort en comparaison internationale, elle n'en a pas fait suffisamment. Par exemple, elle en a fait proportionnellement dix fois moins que l'Espagne. Et pourtant, ces fameux

carburants « bio » ont depuis plus de trente ans démontré leur utilité. Il existe essentiellement deux filières : le bio-éthanol produit à partir de la fermentation de sucre (cannes à sucre, betteraves et céréales) et le biodiesel fabriqué à partir du colza ou de tournesols.

Ces carburants « bio » présentent six avantages majeurs :

- C'est une matière première renouvelable annuellement ;
- C'est un nouveau débouché pour l'agriculture, notamment pour les céréaliers ;
- Cela crée des emplois locaux car il faut construire des usines de production ;
- Cela pollue beaucoup moins, l'émission de gaz toxiques lourds est inexistante ;
- Cela équilibre la balance commerciale, donc favorable à la stabilité de la monnaie ;
- Cela crée une plus grande indépendance face à la fluctuation des prix du pétrole et donc des pressions inflationnistes ainsi importées.

...et nombreuses facettes

En effet, cette croissance qui nous fait aujourd'hui tant défaut peut aussi trouver des solutions de relance dans le domaine de l'écologie. Genève pourrait ainsi très bien, à l'instar de ce qui se passe ailleurs, et plus particulièrement dans certaines régions d'Allemagne, d'Autriche et même dans le canton de Vaud avec l'usine biodiesel d'Etoy, décider seul d'entrer dans l'industrie de l'or vert.

Comment ? En créant un partenariat entre industriels, paysans et distributeurs de carburant. Ce partenariat pourrait, par exemple, décider de construire à Peney-Verbois une usine de bio-carburant. Il pourrait également mobiliser les paysans genevois, et des alentours, pour un tel projet porteur d'espoir et de renouveau. Il pourrait enfin, un peu sur le modèle de la Migrol avec son essence « Greenlife Plus », conclure des accords de distribution avec les stations d'essence. Car, aujourd'hui déjà, on peut, par exemple, ajouter de 5 à 10% de carburant bio au diesel sans devoir changer quoi que ce soit au moteur des véhicules. Il en va de même pour certains autres carburants « bio » avec l'essence.

En bref, on voit que l'innovation peut aussi toucher un domaine aussi traditionnel que l'agriculture. En l'occurrence, cela concerne à la fois la politique écologique et celles des transports, de l'agriculture et de l'énergie. Une telle politique, nouvelle et enthousiasmante, de l'innovation proactive

peut d'ailleurs être appliquée à d'autres domaines, comme ceux des sciences du vivant ou des technologies de la communication. Ce changement de la nature de l'innovation est aujourd'hui au cœur de la réflexion et du système de décision de la plupart des gouvernements. Suivons-les !

A la lumière de cet exposé des motifs, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver bon accueil à la présente motion et de l'adresser au Conseil d'Etat.